



Les Entretiens du Bridge - Martin Ziguélé

ancien Premier Ministre de Centrafrique et candidat à l'élection présidentielle

17 novembre 2020

Avec **Stéphane Gompertz**, Board member du Bridge Tank, ancien ambassadeur et directeur d'Afrique au Quai d'Orsay et **Joël Ruet**, président du Bridge Tank

Stéphane Gompertz

Monsieur le Premier Ministre, vous êtes candidat à l'élection présidentielle centrafricaine du 27 décembre, contre, notamment, le président sortant Faustin Archange Touadéra et l'ancien général-Président François Bozizé. Quel sens donnez-vous à votre candidature et quelles sont vos chances de l'emporter cette fois ?

Martin Ziguélé

C'est la 4^e fois que je me présente : en 2005, j'étais au 2^e tour face à Bozizé. En 2010, les élections étaient plutôt un processus administré par le pouvoir. En 2015, les élections se sont déroulées en fin de crise (2013-2015) et les groupes armés avaient remplacé l'Etat et l'administration.

J'ai occupé différents postes pendant 17 ans – Banque centrale, assurances privées, premier ministre, député, président de la Commission économique à l'Assemblée. Je pense que j'ai aujourd'hui le recul nécessaire et une bonne vision des « différentes facettes du diamant ». J'ai une bonne vision des questions sécuritaires, ayant été membre du Comité de suivi lors de la signature de l'accord de Khartoum ; une vision des questions économiques et financières ; enfin, une vision en tant qu'acteur de terrain. Je possède une expérience du terrain, des hommes, des contextes et de l'histoire du pays. Tout ceci permettra de raccourcir les délais de décision pour aller droit vers les solutions. J'ai l'expérience et le recul nécessaire.

Stéphane Gompertz

Dans l'image du public, la rigueur financière est affiliée au conservatisme. Que signifie être un social-démocrate dans le contexte africain ? Comment concilier l'exigence de justice sociale et la volonté de remettre de l'ordre dans les finances publiques, comme vous vous y êtes attaché pendant votre primature entre avril 2001 et mars 2003 ?

Martin Ziguélé

La social-démocratie demande une exigence supplémentaire à quiconque se réclame de ce courant de pensée : avoir une économie efficace et transparente.

Nous n'investissons pas assez dans les canaux qui produisent des richesses et de l'emploi. En Centrafrique, 70 % de la population est rurale, et parmi cela, 65 % est jeune. La plupart de la population vit en province. Nous possédons 25 millions d'hectares de terres arables, qui représentent un potentiel pour des emplois rémunérateurs et auto-suffisants. Or, 0,25 % seulement de ces terres est mis en culture chaque année. Investir dans l'agriculture est donc essentiel. Être social-démocrate pourrait alors consister à trouver autour de soi, dans la terre, ce dont nous avons besoin.

Il y a des règles à observer, tout d'abord au niveau de l'Etat. Toute personne endettée auprès de l'Etat (douanes, particuliers...) doit être listée et doit obligatoirement rendre l'argent dû. Les règles appliquées doivent être simples, mais rigoureuses, sans faire d'exception quel que soit l'environnement de la personne endettée. Les complaisances politiques, de même que les corruptions pour se soustraire des obligations fiscales n'ont pas leur place.

Chacun doit participer à l'effort. Ainsi, justice sociale et remise en ordre dans les finances publiques vont ensemble.

Joël Ruet

L'agriculture devient un point très important, mais, à forte intensité capitaliste, elle demande un investissement. Comment financer un tel programme ? Et, *in fine*, comment diminuer la dépendance du pays vis-à-vis des ressources naturelles ? Quel est votre programme économique ?

Martin Ziguélé

Un premier point vise **l'agriculture**. La République Centrafricaine se situe au centre de l'Afrique : cela a des conséquences écologiques. Le pays est issu au cœur de deux bassins hydrographiques, donc très arrosé. Il est très vaste – sa superficie est équivalente à celles de la France, de la Belgique et du Luxembourg réunis. Or, il compte moins de 5 millions d'habitants. Le grand nombre de terres arables fait de l'investissement dans l'agriculture une priorité. Pour la financer, nous pourrions d'abord produire du matériel à faible coût pour permettre un saut technologique. Cela aura déjà un grand impact sur la production agricole (de rente comme alimentaire). Cet investissement doit venir de l'Etat. Nous avons près de 40 ministères en Centrafrique, avec de grands coûts administratifs. Tout cet argent peut être réinvesti ailleurs – il faut donc réduire le train de vie de l'Etat et ses frais de gestion.

Un autre point vient des **infrastructures**, en particulier les routes. Le pays est enclavé, mais également, au sein du pays, les différentes régions sont enclavées. Or, pour la circulation de biens et de personnes, cela est essentiel : par exemple dans le cas de la production de coton, les systèmes de collecte et les routes sont capitaux.

Un dernier point est celui de **l'emploi des jeunes**. Nous n'avons qu'une seule université, et un seul lycée technique pour tout le pays. Or, les techniciens sont nécessaires pour les routes, l'électricité, les bâtiments, l'agriculture... Le pays possède aussi de grandes ressources en or et en diamant : les jeunes doivent être formés pour l'exploiter.

La réduction de la dépendance aux ressources naturelles constitue un 3^e étage de l'action de développement. Nous devons développer des services, pour surpasser notre handicap de pays enclavé. Nous pouvons par exemple servir d'économie de transit pour le Sud Soudan, plus proche de l'Atlantique en passant par la Centrafrique que de l'Océan Indien. Plusieurs options sont possibles.

Stéphane Gompertz

L'économie et la politique sont ici liées : c'est notamment la dépendance centrafricaine aux ressources naturelles qui a mené à beaucoup de conflits dans le pays. Quel bilan faites-vous de l'Accord de paix en RCA du 6 février 2019 ? Comment peut-on mettre fin aux violences qui perdurent ?

Martin Ziguélé

Je suis partisan de la résolution des conflits par la négociation et le dialogue – c'est ce que l'histoire nous enseigne. Comment s'organiser pour que la guerre ne revienne plus ? J'ai toujours soutenu l'accord de Khartoum, j'y étais présent : il faut qu'il y ait des règles, sinon chacun fait ce qu'il veut.

Cependant, trois points ont manqué sur cet accord :

- Les éléments des groupes armés n'ont pas été cantonnés. Or, si les troupes ne le sont pas, comment peut-on connaître les effectifs réels, de personnes et d'armements ? Et comment peut-on déclencher le désarmement si on n'a pas tout recensé ? Certes, un cantonnement coûte cher. Mais sans cela, on ne peut avancer dans le processus.
- L'accord n'a pas prévu de sanctions, ni de graduation de ces sanctions ni de conditions pour leur déclenchement. Les groupes armés continuent donc de faire comme avant. Un travail commence à être effectué sur ce point, mais reste toujours en cours.
- Beaucoup d'organes furent mis en place pour l'accord de paix : commissions, comités... Mais ce sont en fait des seconds groupes qui représentent les groupes armés, qui n'ont ni pouvoir ni autorisation – nous tournons en rond.

Stéphane Gompertz

Que pensez-vous de l'embargo des armes et de la présence croissante de la Russie ? Je pense notamment à la forte présence du groupe Wagner. Un article de *Jeune Afrique*, en août 2019, avait pour titre : « Russie-Afrique : Centrafrique, le pays des Soviets ? »

Martin Ziguélé

Sur la question de l'embargo, nous avons invité les membres de la Communauté internationale pour en discuter. En 2013, beaucoup d'armes sont rentrées en circulation sans que l'on puisse les tracer. Il faut donc faire un effort d'identification. Le pays doit construire des garnisons où les armes seront stockées, identifiées, pour ne pas retomber dans le désordre en matière de circulation d'armes.

En ce qui concerne les relations avec la Russie : nous sommes en relations diplomatiques depuis les années 1960s. Cette relation s'est depuis renforcée dans plusieurs domaines, dont la formation d'élèves/étudiants. A l'époque, des professeurs russes étaient envoyés en RCA, et des élèves partaient se former en Russie. Cependant, nous avons l'impression que cette relation ne se fait pas forcément de manière transparente, ce qui inquiète les centrafricains. La peur d'arrangements faits en privé par les pouvoirs publics subsiste. Il se pose une question de transparence, de flux d'armes et de sécurité internationale. Nous ne voulons pas de manipulation des Etats au profit de l'un et de l'autre – cela s'est vu avec la Libye, puis l'Afrique du Sud et maintenant peut-être la Russie : à chaque fois, la population – et surtout la pauvre – trinque. Nous souhaitons faire changer cela qualitativement : nous pouvons nouer des relations d'Etat à Etat avec ceux disposés à nous aider, mais nous ne voulons pas que ces relations soient instrumentalisées à des fins politiques personnelles.

Stéphane Gompertz

La constitution centrafricaine limite le nombre de mandats présidentiels à deux. C'est le cas ailleurs mais deux dirigeants d'Afrique de l'Ouest se sont récemment affranchis de cette règle au prix d'évolution des constitutions, opportunes voire opportunistes. Qu'en pensez-vous ?

Martin Ziguélé

Lorsqu'un chef d'Etat a eu un mandat de 5-6 ans, puis un second, il a travaillé avec beaucoup de ministres, cadres, responsables associatifs, jeunes... S'il n'a toujours pas trouvé quelqu'un susceptible de le remplacer, j'appelle ça de l'injure. Comment un pays qui dit que son objectif est de créer un Etat de droit, peut-il violer le premier droit du peuple : choisir nous-mêmes nos dirigeants ?

En tant que social-démocrate, je pense qu'il faut faire attention aux valeurs qu'on est censés représenter. On évoque la justice, et nous ne pouvons pas lui tourner le dos.

Joël Ruet

L'épidémie de COVID-19 n'a pas été en Afrique le désastre sanitaire que beaucoup prédisaient. Mais ses conséquences économiques sont dramatiques. Comment le continent peut-il surmonter ce choc ? Comment voyez-vous les débuts de solution ? En particulier, est-ce que les transferts monétaires par téléphone portable vous paraissent une solution ?

Martin Ziguélé

En effet, en Centrafrique, nous comptons « seulement », 4 600 cas de Covid-19. La situation n'est donc pas aussi grave qu'en Europe. Cependant, nous avions prévu +4 % de croissance en 2020. Nous avons révisé ce chiffre à -1 %. Cela implique que la pauvreté devient plus grave dans un pays où plus de 60 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour...

Comment relancer la résilience financière de la population tout en maintenant les mesures sanitaires ? Il faut accélérer les réformes économiques, notamment celles sur l'agriculture, et trouver les moyens structurels de garantir les ressources et revenus notamment aux jeunes, pour qu'ils aient l'autonomie et la marge de manœuvre nécessaires pour respecter les consignes sanitaires. Or, notre économie n'est pas encore structurée pour prendre en charge plusieurs personnes. Nous avons fermé les écoles depuis mars, sans que l'enseignement à distance ne soit assuré. Le télétravail n'est pas possible car ici, moins de 2 % de la population a accès à un téléphone. Nous devons absolument accélérer l'autonomisation de la population pour qu'elle puisse se prendre en charge et survivre à des chocs extérieurs. En conclusion, il est temps pour la RCA d'accélérer la cadence.

Joël Ruet

Vous nous avez dressé un portrait d'une Afrique vivante. Vous avez évoqué une modernisation de la RCA, et le rétablissement d'une certaine souveraineté d'Etat, non pas de compagnie à compagnie mais d'Etat à Etat, et nous vous remercions d'avoir partagé avec nous une vision de cette Afrique qui en effet, de Dakar à Bangui, accélère sa cadence.